

Cote du document:	EB 2018/124/INF.8
Date:	13 septembre 2018
Distribution:	Publique
Original:	Français

F



Investir dans les populations rurales

Discours d'ouverture du  
Président Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent vingt-quatrième session  
Rome, 11-13 septembre 2018

---

Pour: Information

## Discours d'ouverture

Le quorum étant atteint, je vous souhaite la bienvenue à la cent vingt-quatrième session du Conseil d'administration du FIDA. Bien évidemment, on peut constater que nous avons tous profité de l'été pour recharger nos batteries.

Je souhaite la bienvenue à l'Ambassadrice et Représentante permanente du Canada, Alexandra Bugailiskis, et au Représentant permanent adjoint des Pays-Bas, Eric Hilberink, qui participent tous deux aux travaux du Conseil d'administration pour la première fois.

Je souhaite aussi la bienvenue aux nouveaux représentants accrédités qui participent à leur premier Conseil d'administration: Annette Seidel, pour l'Allemagne, l'Ambassadeur de Belgique, Frank Carruet, Elizabeth Lien, pour les États-Unis, Satu Lassila, pour la Finlande, Prashant Goyal, pour l'Inde, Syukur Iwantoro, pour l'Indonésie, Akeel Hatoor, pour le Qatar et, enfin, l'Ambassadeur du Pakistan, Nadeem Riyaz.

Nous voulons aussi saluer la présence parmi nous de nos collègues observateurs de la FAO et du PAM.

Permettez-moi aussi de vous présenter Guoqi Wu, qui est depuis juillet le nouveau Vice-Président adjoint du FIDA, chargé du Département des services institutionnels.

Et je suis heureux aussi de vous annoncer que le FIDA vient de nommer la nouvelle Secrétaire, qui prendra ses fonctions le 15 octobre prochain; il s'agit de Mme Atsuko Hirose, de nationalité japonaise.

Nous avons aussi procédé à la nomination de nouveaux directeurs – vous en connaissez déjà certains. Il s'agit de Nigel Brett, pour la Division Asie et Pacifique, de Lisandro Martin, pour la Division Afrique de l'Ouest et du Centre et de Sara Savastano, pour la Division recherche et évaluation de l'impact, qui nous vient de l'Italie.

Ce matin, la plupart de nous étions à la FAO où les trois agences romaines, ainsi que l'OMS et l'UNICEF ont présenté le tout dernier rapport sur l'insécurité alimentaire et la nutrition dans le monde. Il est regrettable de constater qu'en 2017, 821 millions de personnes souffrent encore de la faim.

Nous devons donc absolument redoubler d'efforts et être plus efficaces et plus innovants en ce qui concerne notre impact, et être aussi plus efficaces et plus efficaces dans l'utilisation des ressources qui nous sont confiées.

Je sais que nous pourrions continuer de compter sur votre détermination et votre soutien dans cette cause commune.

S'agissant de FIDA11, je suis heureux de vous faire part de mon optimisme quant à la cible de 1,2 milliard pour la reconstitution des fonds – cible d'ailleurs déjà devenue effective le 14 août 2018, soit une nette amélioration par rapport au FIDA9 et au FIDA10.

C'est là, en tout cas pour nous, le signe de votre soutien indéfectible. Je vous en remercie sincèrement.

Mais nous sommes aussi conscients qu'il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre cette cible de 1,2 milliard. Nous travaillons tous d'arrache-pied à la mobilisation de la somme manquante, que nous estimons autour de 100 à 150 millions. Nous axons principalement nos efforts sur les contributions complémentaires non affectées, en particulier dans les domaines de la nutrition, du climat, de l'égalité hommes-femmes et de la jeunesse.

Si 2018 est une année importante pour la reconstitution de nos fonds, c'est aussi une année fondamentale pour la transformation du FIDA.

Dans ce cadre, nous avons énormément progressé sur la question du renforcement de nos capacités opérationnelles et de la décentralisation. Je suis sûr que nous aurons le temps d'en discuter dans le cadre de l'OpEx. D'ici la fin de l'année, notre force d'intervention aura été considérablement renforcée sur le terrain.

Nous avons mis en œuvre un vaste processus de réaffectation de postes, qui concerne 114 postes, dont 90 dans les bureaux de pays. La proportion de postes sur le terrain passe ainsi de 18% à 30% en 2018.

Sur les 90 postes situés dans les bureaux de pays, 46 membres du personnel vont être transférés du siège sur le terrain. La quasi-totalité des membres du personnel qui vont être transférés dans un bureau de pays auront rejoint leur nouveau poste d'ici la fin de l'année.

Mais il est aussi évident que nous avons des cas particuliers, auxquels notre Division des ressources humaines a apporté toute son attention afin de trouver des solutions adaptées à chaque situation précise. Il est essentiel que les équipes sur le terrain puissent affronter les changements en cours sereinement, et qu'elles aient les capacités nécessaires à leurs nouvelles fonctions et au renforcement des opérations. Nous les accompagnons et soutenons de diverses manières. D'ailleurs, nous prévoyons qu'une équipe multisectorielle se rendra dans chaque pôle régional d'ici novembre afin de tirer les leçons des premiers mois d'installation ou de réinstallation dans le cadre de la décentralisation.

Après ce réalignement des divisions opérationnelles, OpEx se penche maintenant sur les autres départements et services d'appui du siège. L'examen en cours va recenser les possibilités de rationalisation pour une meilleure efficacité et efficience de notre organisation.

L'une des leçons que nous tirons déjà de l'exercice OpEx est la nécessité d'institutionnaliser la gestion du changement. Le changement ne saurait être considéré comme un exercice "en passant". Le monde bouge et nous sommes en perpétuel changement. Nous devons procéder à cette démarche avec un souci d'efficacité et d'efficacités, et continuer de travailler pour pérenniser l'esprit d'une culture des résultats et d'une culture de l'innovation continue. Si nous ne nous mettons pas dans l'idée d'une innovation permanente, l'efficacité à moyen terme de l'institution sera mise en cause. C'est dans ce cadre que nous avons décidé de créer une unité souple – c'est-à-dire maximum deux ou trois professionnels plus un secrétariat –, qui sera consacrée au changement, au suivi des résultats et à l'innovation. Elle veillera au suivi des réformes en cours et sera un centre d'excellence, un laboratoire d'idées et d'initiatives destiné à aider les départements à intégrer la culture du résultat et à gagner en efficacité, et à continuer de rechercher les moyens d'innover dans nos opérations et notre modèle de fonctionnement.

L'agenda budgétaire est naturellement un point très important de notre ordre du jour.

Comme promis l'année dernière, le budget 2019 ne connaîtra pas d'augmentation significative. Nous tablons, à titre indicatif, sur une augmentation globale de 2,4%, dont 1,7% s'explique par la hausse des prix et 0,7% par l'augmentation réelle.

Notre ambition est de poursuivre nos efforts actuels d'économies afin, du moins je l'espère, de finir l'année budgétaire 2018 avec une économie d'environ 5%, soit un peu plus que le traditionnel 3% de report de crédit.

Nous avons l'intention de demander au Conseil l'autorisation exceptionnelle d'utiliser ces économies additionnelles l'année prochaine et donc de dépasser légèrement et exceptionnellement le taux autorisé de report de crédit qui est de 3%. Ce serait une demande exceptionnelle. Nous ne demandons pas de modifier de façon permanente le principe des 3%. Cette demande d'autorisation exceptionnelle vise essentiellement à nous permettre d'anticiper la mise en œuvre du MAS 65 prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Je voudrais vous remercier de votre coopération dans le cadre des travaux en cours concernant le cadre de transition. Je suis heureux de voir que les travaux du groupe de travail avancent assez bien.

Vous savez aussi sans nul doute que les travaux de l'évaluation indépendante sur les risques financiers progressent et que le rapport devrait être présenté officiellement au prochain Conseil d'administration.

Par ailleurs, je me réjouis de la présentation – aujourd'hui – des résultats de l'évaluation de l'architecture financière du FIDA menée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

En décembre 2017, notre Conseil d'administration a approuvé la création du Fonds ABC; je voudrais vous informer que son opérationnalisation est en cours. Il devrait être en place et commencer de fonctionner au début de 2019.

Nous explorons aussi la possibilité de mettre en place – en partenariat avec le Gouvernement des Pays-Bas et le secteur privé, notamment Rabobank – une facilité, ou je dirais plutôt un mécanisme financier pour investir dans des chaînes de valeur agroalimentaires visant particulièrement la réduction des pertes de produits alimentaires et du volume des déchets alimentaires, en lien direct avec l'objectif de développement durable 12.3.

Pour marquer l'attachement de notre institution à ces initiatives et aligner nos intérêts sur ceux des autres investisseurs, le FIDA pourra être amené à investir ses propres fonds, ne serait-ce qu'à titre notionnel. Pour ce faire, nous réfléchissons à la nécessité de modifier l'Accord portant création du FIDA. Il est donc envisageable que le Conseil d'administration de décembre prochain en soit saisi.

Je sais que la liste des points de notre ordre du jour est longue et certains de vous me l'ont fait savoir. Je vous propose donc d'entrer maintenant dans le vif du sujet. Avec votre permission, je déclare ouverte la cent vingt-quatrième session du Conseil d'administration. Et ceci met fin à mes mots d'introduction.